

Le Socialisme

Directeur : **JULES GUESDE**

PARAIT LE SAMEDI



HUIT PAGES



LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 15, rue Visconti, Paris VI^e, de 5 h. à 7 h.

ABONNEMENTS

Trois mois, 1.25 — Six mois, 2.50 — Un an, 5 fr.
ÉTRANGER : Six mois, 3.50 — Un an, 7 fr.

SOMMAIRE

Politique coloniale. — BRACKE.

Education, Organisation. — CH. VERECQUE.

Méthodes syndicales. — H. GHESQUIÈRE.

Le Pacte de Limoges. — CH. DUMAS.

Au jour le jour. — P. GRADOS.

Infiltration anarchiste. — P.-M. ANDRÉ.

La Journée de huit heures. — CH. BONNIER.

Mouvement international. Un discours de
BEBEL. — CH. RAPPOPORT.

Etrange ! — CH. D.

Passim. — MAUSSA.

Les retraites ouvrières et paysannes par le
monopole de l'assurance. — VINCENT CARLIER.

L'action sociale.

La presse socialiste.



Politique coloniale

—

C'était un beau spectacle, vendredi dernier, de voir l'unanimité de la Chambre — moins les socialistes — réclamer la politique de conquête au Maroc et chercher à couvrir la voix de Jaurès dénonçant et les cruautés de cette conquête et les hypocrisies de cette politique.

Les horreurs de la politique coloniale sortent si naturellement du système de production capitaliste que, pour les approuver ou les couvrir, il se forme spontanément un bloc, comprenant la droite et la gauche.

En vain, les démocrates bourgeois protestent, à l'occasion, contre les bombardements et les pillages. En vain les bourgeois conservateurs reconnaissent que même l'intérêt bien entendu devrait garder la France du guépier marocain.

On a entendu M. Ribot faire le procès des imprudences et des fautes commises. On a entendu, non pas Clemenceau, mais l'ombre du Clemenceau d'il y a sept ans, flétrir les atrocités des expéditions outre-mer.

Mais cela n'y fait rien, pas plus que le fourmillant désir des Berteaux et consorts d'être à leur tour les ministres.

Au moment du vote, les bourgeois blancs, bleus, roses et rouges sentent l'impossibilité de condamner en fait ce qu'ils blâment en parole. L'unité se fait entre eux pour donner carte blanche aux financiers et aux troupes dont ils se font un instrument.

Pas une voix n'ose nier que l'expédition au Maroc ne soit pour la France un risque de conflits sans avantages réels. Et l'on continue l'expédition, et l'on reste au Maroc.

Dans ces occasions, le groupe socialiste forme bien à la Chambre une sorte d'îlot, séparé de toutes les fractions bourgeoises.

Il n'en est que plus curieux de voir au dehors des socialistes défendre la nécessité de la politique coloniale.

C'était, il n'y a pas longtemps, Fournière dans la *Revue socialiste*; c'était, il y a une douzaine de jours, Turot dans la *Petite* — toute petite — *République*, qui se rencontraient avec M. Doumer pour proclamer le droit de conquête, le droit de la « civilisation » contre la « barbarie ».

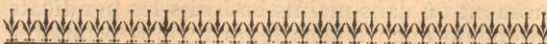
Les bombardements de ville, les incendies de douars, les massacres de tribus désarmées, d'enfants et de femmes, voilà la « civilisation » que les Européens présentent aux « barbares » de l'Afrique, comme ils l'ont présentée aux « barbares » d'Extrême-Orient.

C'est aussi au nom de la supériorité d'intelligence et de civilisation que les esclavagistes maintenaient l'asservissement des noirs; que les capitalistes justifient l'esclavage des prolétaires; que, comme l'a rappelé Sembat à la tribune, les gouvernants d'Allemagne réclamaient le droit d'assaillir la France.

Misérables sophismes dont a fait justice encore le dernier Congrès de l'Internationale à Stuttgart.

Ce n'est pas la civilisation qu'introduisent dans le Maroc les expéditions qui coûtent tant d'or et tant de sang, c'est la barbarie capitaliste qu'elles prolongent dans la mère-patrie.

BRACKE.



Éducation, Organisation

Une classe ne peut supplanter une autre classe dans la direction de la Société, que si elle est consciente et organisée. Lorsque la Bourgeoisie fit sa révolution, elle y était préparée depuis longtemps. Sans doute, elle ne s'est pas amusée à prévoir tous les détails de la Société à établir, mais elle savait ce qu'il y avait lieu de réaliser pour abattre tous les obstacles à son développement. La classe ouvrière, qui est la classe infériorisée et dominée, ne peut avoir de cohésion, de force, et arriver à ses fins, qu'en s'organisant et en devenant consciente, qu'en se plaçant résolument sur ce terrain.

Se détacher le plus possible, complètement, de toutes fractions bourgeoises, aussi bien des fractions républicaines que des fractions réactionnaires, toutes ces fractions les ayant trompés, pourchassés, exploités et massacrés à tour de rôle et se valant dans la défense du système capitaliste et l'écrasement du prolétariat; former leur propre parti, leur parti de classe, et n'espérer leur affranchissement que de leurs propres forces organisées et disciplinées, voilà ce que les travailleurs ont à faire.

Il s'agit donc d'éducation et d'organisation, et c'est à cela que les socialistes emploient leurs efforts. Tant que les travailleurs formeront la

queue, la suite d'une fraction quelconque de la Bourgeoisie, ils seront domestiqués, ils seront incapables de s'affranchir. Ils serviront les buts des bourgeois avec lesquels ils batailleront, mais, ne servant pas les leurs, ils les oublieront ou ne pourront jamais bien les distinguer. Il est hors de conteste que les couleurs politiques dont s'affuble la Bourgeoisie ne sont que des moyens de s'attacher les travailleurs pour conserver la puissance politique et, par cela même, la direction de la Société.

Depuis 1789, la Bourgeoisie, en France, est maîtresse du pouvoir politique; toutes ses fractions en ont disposé successivement, légitimistes, royalistes, monarchistes, impérialistes, républicains à différents degrés. Le pouvoir a pu — et dû — changer de mains: il est resté la chose de la même classe, de la Bourgeoisie, divisée dans ses fractions pour le partage des profits, mais unie dans ses fractions pour défendre ces profits contre les attaques des travailleurs.

Aussi les travailleurs ne devraient-ils jamais favoriser aucune couleur politique portée par l'une quelconque des fractions de la Bourgeoisie, même la fraction radicale. Entre les radicaux et les travailleurs, il doit y avoir le même fossé creusé qu'entre eux et les réactionnaires. En quoi les radicaux diffèrent-ils de ceux-ci? Ils sont peut-être pour des réformes plus avancées, mais, comme les réactionnaires, ils sont pour le maintien de l'ordre social actuel. Cela suffit pour les condamner et les combattre comme les autres.

Dans leur lutte pour la possession du pouvoir politique, les travailleurs doivent être et rester eux-mêmes, constituer l'armée de classe que les événements leur permettront de jeter sur l'armée bourgeoise pour la mettre en déroute. D'ailleurs, la lutte de classe enseigne aux prolétaires à ne connaître la Bourgeoisie que pour la traiter en ennemie et la combattre sur tous les terrains, comme le voulait le Congrès de Marseille de 1879.

Du temps où l'on ignorait complètement la doctrine socialiste, les travailleurs pouvaient encore s'accrocher aux basques de ces messieurs de la Bourgeoisie et attendre d'eux une modification ou un changement à leur misérable existence. Cela est impossible aujourd'hui, après trente années de propagation du Socialisme scientifique.

L'organisation des travailleurs en parti de classe est appelée à se faire sous la double forme syndicale et politique. De même que les conditions du travail, que les conditions dans lesquelles s'exerce la production et la répartition des produits, obligent les travailleurs, pour se garantir contre l'augmentation des heures de travail et la diminution des salaires, en un mot pour se défendre contre le patronat, à se réunir en syndicats, en groupes corporatifs, de même, en vue de supprimer le patronat, ils sont obligés de regarder au-delà de cet horizon trop terre à terre, et de se grouper dans un parti politique, dans le Parti socialiste poursuivant, lui, la transformation de la Société par la socialisation des forces productives.

Le rôle du Parti socialiste est de prendre toutes les mesures pour le recrutement, la propagande et l'organisation; de semer partout, dans les villes et dans les campagnes, l'idée d'expropriation politique et économique de la Bourgeoisie; de réveiller la conscience de classe des travailleurs et de les conduire vers l'affranchissement définitif. Il faut, pour le triomphe rapide de la révolution sociale, que les têtes pensantes de la classe ouvrière soient familiarisées avec la doctrine socialiste et ses conclusions.

C'est pourquoi le Parti socialiste ne doit négliger aucune occasion qui lui est offerte, pour arracher

les travailleurs à l'éparpillement et les mener derrière son rouge drapeau à l'assaut de la société bourgeoise. Dans les circonstances actuelles, le Parti socialiste n'est et ne peut être, selon une parole de Guesde, qu'une espèce de sergent instructeur et recruteur, instruisant et recrutant par tous les moyens.

Pour aboutir, la prochaine révolution sociale a besoin d'un prolétariat instruit et organisé. Avoir la conscience de leur droit absolu au capital, à toutes les richesses sociales, être groupés en un parti de classe, ce sont les deux conditions que doivent remplir les prolétaires intéressés tout particulièrement à la transformation de la Société.

Ce qui sépare les prolétaires de leur émancipation, c'est leur ignorance, on ne le répètera jamais assez. S'ils savaient, ils seraient affranchis. La nouvelle société est prête à fonctionner sous leur direction et à leur profit : il ne manque que leur consentement. La besogne quotidienne des socialistes est de les préparer à la mission historique qu'ils ont à accomplir.

Charles VÉRECQUE.

MÉTHODES SYNDICALES

La Confédération générale du Travail est, à l'heure présente, à même d'éclairer convenablement sa lanterne; elle a suffisamment vécu d'expériences pour se faire une opinion sur les deux méthodes syndicales préconisées et pratiquées l'une par les syndicalistes dits réformistes, l'autre par les syndicalistes dits révolutionnaires.

Pendant longtemps, la méthode dite réformiste a eu les préférences du monde syndical ouvrier : l'intervention des pouvoirs publics en faveur des syndicats ouvriers se manifestait, à cette époque, par des subventions municipales, préfectorales et ministérielles, par des votes de crédits pour les Bourses du travail, par des promesses de réformes ouvrières qu'avec le temps, la patience et la sagesse, les travailleurs finiraient par obtenir de la bienveillance de la République bourgeoise.

On se plaisait alors à féliciter ces travailleurs bien sages, respectueux de la légalité, qui, à l'instar des trades-unions, des puissants syndicats anglais, n'attendaient que de la paix sociale, en dehors de toute action politique, de l'entente entre le capital et le travail, l'amélioration de leur sort.

Les ministres ne dédaignaient pas, dans leurs tournées ministérielles, de les recevoir à la mairie ou à la préfecture, pour écouter leurs respectueuses doléances; ils promettaient la bienveillante sollicitude du gouvernement; les musiques jouaient la *Marseillaise* et tout le monde était content.

L'illusion ouvrière fut à son comble quand Millerand gravit le pouvoir : c'était le socialisme pénétrant dans le gouvernement de la République démocratique; l'heure de la justice sociale et de la fraternité humaine allait sonner.

Mais voilà que les projets de loi tendant aux réformes sociales, loin d'être ce qu'en attendait le monde du travail, n'étaient que des projets bâtards, étriqués; le ministre, que l'on croyait socialiste, prononçait des discours sur les bienfaits de l'union entre le capital et le travail; le Parti socialiste traversait une crise de modérantisme qui le faisait sensiblement dévier de sa tactique de lutte de classe.

Le monde syndical ouvrier se ressentit à la fois de la duperie soi-disant réformiste dont il était victime et de la crise qui tenaillait le mouvement socialiste français, tant il est vrai que c'est en vain que l'on essaierait de faire croire que le syndicalisme se suffit à lui seul et qu'il ignore le Parti socialiste. Le prolétariat syndical est le même qui s'organise en parti de classe sur le terrain politique et il subit, par contre coup, les effets de l'action socialiste dans les pouvoirs publics et surtout contre le pouvoir politique de la bourgeoisie, de la propagande socialiste dans le pays et des crises intérieures qui marquent le développement croissant du Parti socialiste.

La Confédération générale du Travail eût donc toutes les meilleurs raisons du monde

pour repousser, avec pertes et fracas, la méthode dite réformiste; mais par malheur, et cela est la caractéristique du tempérament français, la C. G. T. retomba d'un excès dans un excès contraire; elle opposa à la méthode réformiste, la méthode dite révolutionnaire.

Cette méthode dédaignait les réformes; elle recommandait la seule action directe. Foin de l'action politique! la grève générale révolutionnaire, le sabotage, le boycottage, des émeutes pour habituer le prolétariat à la lutte contre la bourgeoisie, pour lui donner de l'énergie révolutionnaire, voilà ce qu'il y avait de mieux à faire désormais.

Mais de même que pour employer la méthode réformiste, il y avait de plus modérés que les modérés, pour employer la méthode révolutionnaire, il y avait de plus purs que les purs.

Pour d'aucuns, la grève ne devait aboutir à la victoire ouvrière qu'à la condition qu'il n'y ait aucune tentative d'entente entre les patrons et les ouvriers : c'était donc la grève à outrance.

Pour ceux-là, il ne suffisait pas non plus de la non-intervention de l'armée dans les grèves, il fallait faire avant tout et par dessus tout de l'antipatriotisme, c'est-à-dire qu'il fallait vomir l'imprécation contre l'idée de patrie, contre un mot vide de sens, qui n'a de réalité que parce que la bourgeoisie, qui a intérêt à élever toutes sortes de frontières entre les hommes qu'elle exploite et à armer ces hommes les uns contre les autres, veut bien lui en donner.

Pour ces ultra révolutionnaires, devant lesquels personne ne trouve grâce, hormis ceux qui coturbent le front en face de ces fiers paladins, le syndicalisme révolutionnaire se suffit à lui-même; les élections, c'est de l'abandon et la politique, c'est secondaire. Pourtant ces anarchistes honteux trouvent à leurs côtés des anarchistes plus francs, plus logiques dans leurs conceptions métaphysiques, qui les repoussent à leur tour comme de vulgaires politiciens.

En outre, comme cette méthode de la violence organisée est mal vue de la grosse majorité ouvrière encore inorganisée, elle donnait en ces derniers temps l'occasion au consulat Clémenceau de sauver la société sans même courir les risques d'un simple roi de Portugal; et tant il est vrai que l'auteur de la *Mêlée Sociale* connaît bien son monde anarchiste, — le premier flic de France put sans péril donner l'ordre de traquer les dirigeants de la C. G. T. de la Bourse du Travail de Paris pour propagande antimilitariste.

Il n'en a pas fallu davantage pour terroriser le mouvement syndical ouvrier et porter un très grave préjudice à son recrutement.

Ce n'était donc pas au moment où la Confédération du Travail sortait de sa nébuleuse, au moment où dans maints endroits les syndicats en étaient encore dans leurs formes primaires et n'avaient que de faibles fonds de caisse, au moment où ils étaient surtout sous la forme de petits syndicats de métiers, à faible cotisation, ne connaissant que la grève comme moyen d'action et sachant à peine balbutier leurs revendications corporatives, qu'il fallait commettre la très grosse faute de pousser le prolétariat, à peine en éveil de classe, vers l'action directe, violente, émeutière et nuisible au recrutement syndical.

Bien souvent, les syndicats se forment pendant la grève, rarement avant ou après; les grèves elles-mêmes sont très souvent instinctives, c'est-à-dire qu'elles sont déterminées par l'instinct de conservation. En temps ordinaire, les ouvriers redoutent la grève, non sans raison d'ailleurs; ils savent que la grève est une arme à deux tranchants qui les frappe souvent plus que leurs patrons; s'ils font la grève, c'est que souvent, vraiment, ils sont poussés à bout.

Ces mêmes ouvriers qui redoutent la grève, craignent le syndicat; ils craignent le syndicat parce qu'ils ont peur du patronat, parce qu'ils se savent menacés par la tyrannie patronale et aussi parce qu'ils ne comprennent pas quelle puissance à la fois économique et politique ils acquerraient s'ils étaient syndiqués.

Mais on remarque aussi que, quand ils se décident à la grève, c'est au syndicat qu'ils s'adressent pour avoir des secours, à ce syndicat qu'ils semblaient ignorer pendant qu'ils tra-

vaillaient. Et quand ils sont syndiqués, ils le sont à peine; ils ont à peine versé quelques cotisations; ils ont à peine réunis quarante sous ou trois francs dans la caisse qu'ils se mettent en grève tout de suite, au risque de se faire battre.

On ne comprend mieux combien on se trompe quand on s'imagine que le prolétariat est conscient de ses intérêts, de ses droits et de ses devoirs, qu'on peut l'entraîner d'emblée dans l'action révolutionnaire, que lorsqu'on assiste à tous ces mouvements incohérents, anarchiques, des masses ouvrières, surtout quand ces mouvements se cantonnent dans l'ornière corporative.

Syndicats d'industrie — et non plus de métiers; fortes cotisations à double base mutualiste et de résistance; représentation proportionnelle dans les congrès corporatifs; unité ouvrière nationale et internationale; préférer aux grèves la pression sur le pouvoir politique pour la conquête des lois sociales et secondar le Parti socialiste dans le but d'expropriation capitaliste et de socialisation des moyens de production qu'il poursuit, telle est la vraie méthode à la fois réformiste et révolutionnaire à employer.

H. GHESQUIÈRE.



Le Pacte de Limoges

On a essayé une rénovation un peu tardive de l'ancien Bloc, celui qu'imagina M. Waldeck-Rousseau pour briser l'élan du socialisme, celui qui fit la gloire de M. Combes et qui fut frappé à mort, un beau soir, qu'on le veuille ou non, dans une petite salle de congrès, sur les bords de la mer hollandaise. On aurait pu le porter au Panthéon, pour services exceptionnels rendus à la classe régnante. On préféra créer un journal à sa gloire; et tout comme de nos jours, on reconstitue des cérémonies païennes ou des scènes antiques, on tenta de reconstituer le Bloc d'antan. Bien entendu, M. Combes en était; il groupait autour de lui de jeunes impatiences et de vieilles déceptions, depuis les anciens compagnons de Waldeck, jusques et y compris des disciples désabusés de M. Maujan, qui, étant monté au ciel, les oublia négligemment sur terre.

Au dernier moment, on s'aperçut que cela manquait d'ampleur. M. Combes est trop têtue pour n'être pas étriqué et les suivants, s'ils n'ont pas le mérite d'être têtus, sont encore bien plus étriqués. La gloire accumulée des complices réunis paraissait insuffisante. Il fallait quelque chose de grand : une grande idée, par exemple, mais l'on n'en avait pas sous la main. Et puis, nous vivons en un temps où rien n'est grand, hormis les morts — et les chapeaux des femmes.

Le choix étant aussi restreint, on n'hésita pas; on prit un mort.

C'est ainsi que Victor Hugo en fut. On nous l'a annoncé dans le premier numéro du journal. Ce journal, disait-on, fut autrefois celui de Victor-Hugo et cela nous dispense d'exposer plus longuement nos principes.

On croyait que ça produirait un certain effet : ça n'a rien produit du tout.

Victor Hugo ne rend pas, comme programme ministériel.

L'honorable M. Steeg, qui est, lui aussi, de l'ex-Bloc, a bien commencé dans la circonscription une tournée de conférences sur la politique de Victor Hugo, mais les masses s'obstinent à rester froides.

C'est que les masses ont l'instinct des

réalités. Elles savent que Victor Hugo est mort et le Bloc aussi. L'un et l'autre ont fait leur temps.

Le Bloc devait mourir des progrès du socialisme. A chacune de nos étapes, à chacun de nos efforts ou de nos succès, il s'enlise un peu plus dans le passé.

Et au bloc des gauches se substitue de plus en plus, par la seule et inéluctable force des choses, le Bloc de la conservation sociale, qui se dresse en face du Bloc des forces prolétariennes, de plus en plus compactes et de plus en plus conscientes. Devant le péril socialiste qui monte, disparaissent les anciennes haines des bourgeois, haines de surface la plupart du temps, battage et charlatanisme bons tout au plus à détourner les regards des prolétaires des coffres-forts capitalistes; les démarcations de tendances entre les diverses fractions politiques bourgeoises s'effacent. On se retrouve classe contre classe, pour la grande et suprême bataille.

Je crois qu'à ce point de vue, l'élection de dimanche dernier, dans le canton ouest de Limoges, marque une date historique. En juillet dernier, trois candidats s'étaient présentés : un réactionnaire, un socialiste indépendant et un socialiste, notre ami Achille Fèvre. Tous les trois obtinrent 1.333 voix. Le réactionnaire proclamé élu vit son élection cassée par le Conseil d'Etat. En face du péril socialiste, les réactionnaires abandonnèrent leurs préférences; ils se rallièrent à la candidature du socialiste indépendant, un certain Nicolas.

Avec cynisme, les bourgeois jetèrent bas le masque. Ils se déclarèrent prêts à faire front d'un commun accord contre le candidat du Parti socialiste.

L'appel suprême était ainsi rédigé :

Le devoir exige que tous les républicains, à quelque école qu'ils appartiennent, libéraux, progressistes, modérés, radicaux, radicaux-socialistes et socialistes indépendants votent pour le citoyen Nicolas, et assurent par là la déroute du candidat de la Révolution.

Jamais appel plus net ne fut lancé, aucun ne fut mieux entendu. A l'élection, Fèvre retrouvait 1.451 voix, mais le socialiste indépendant qui, en juillet dernier, avait eu 1.333 voix, était élu par 2.315 voix : le Bloc de la conservation sociale.

Cela ne peut qu'aller s'aggravant. Le premier pas est franchi.

Nous sommes trop impatients de la guerre implacable, et sans merci, entre les deux classes, dont l'une doit mourir pour céder la place à l'autre; nous sommes trop sûrs de la victoire finale pour ne pas nous en réjouir.

Charles DUMAS

Au Jour le Jour

Horrible détail

Des gendarmes qui tiennent un congrès!... et un congrès dont une délégation fut reçue. S'il vous plaît, par le sous-Picquart qui répond au nom de Chéron.

Il paraît que nos pandores ont aussi des revendications à formuler, notamment au point de vue du salaire — je veux dire de la *solde*, puisque c'est l'expression consacrée.

Comment se fait-il que la vigilante presse gouvernementale, qui sait si bien lire entre les lignes surtout quand il n'y a rien, n'ait pas vu dans le

susdit congrès, une manœuvre sournoise dissimulant je ne sais quelle prétention au syndicat, au droit de grève et à d'autres choses non moins effroyables?

Rivalités de boutiques

Sous prétexte qu'un certain Rochette — un travailleur modèle, qui du rang de simple salairé sut passer en quelques années à celui de banquier archi-millionnaire; un fort bel exemple à citer dans les ouvrages scolaires d'enseignement moral et civique — sous prétexte, dis-je, que la quidam tenta naguère contre le *Petit Journal* certaine opération pratiquée journellement par ses émules contre d'autres entreprises financières, on appréhende notre homme au collet, on le fourre au cachot ni plus ni moins qu'un vulgaire ouvrier gréviste.

Eh bien! et les autres, alors?...

Les autres?... mais c'est justement à leur instigation qu'on a fait le coup. La vertueuse indignation qu'ils font éclater dans les feuilles à leur solde montre à quel point ils avaient peur de ses petits talents de sociétés; la frousse de voir leur part du butin entamée par un concurrent est pour eux le commencement d'une probité d'ailleurs tout occasionnelle.

On a toujours tort quand on ne réussit pas. Tel aigrefin de haut vol voit à ses pieds les gens du monde, les artistes, les courtisanes, les hommes d'Etat et leur séquelle, qui coudoierait Soleilland dans les bagnes de la Nouvelle s'il avait trébuché sur le chemin de la Fortune.

Les Empoisonneurs

Voici que, de nouveau, l'on mène grand tapage à propos de viandes avariées, livrées par les fournisseurs de la troupe. Cette honorable et lucrative industrie s'exerce dans toute la région de l'Est, notamment à Lérrouville, Nancy, Bar-le-Duc et St-Mihiel.

Que fera-t-on contre les auteurs de ce criminel sabotage? Sous quelle inculpation va-t-on les poursuivre?

Depuis l'avènement de Clemenceau au pouvoir, le délit à la mode — commis ou non, prouvé ou non, et qui n'existe ordinairement que dans l'imagination des auteurs de rapports policiers — c'est l'outrage à l'armée, c'est la provocation au meurtre des galonnés.

Mais nous nous trouvons en présence d'actes et non plus de paroles. Nous sommes en présence d'une véritable tentative d'homicide avec préméditation — commise sur de simples troupiers, il est vrai — avec cette autre circonstance aggravante que « le profit a été le mobile du crime »...

Nous verrons si la justice bourgeoise sera plus sévère pour les coupables que pour d'autres citoyens auxquels on ne pouvait reprocher en somme que des excès de langage qui n'ont fait de mal à personne.

Peines et Récompenses

Menacé dans son pouvoir autoocratique par la propagande constitutionnelle, le Cosaque couronné qui règne à Pétersbourg fait emprisonner, déporter et massacrer des milliers de ses propres sujets — de préférence les socialistes.

Rossé magistralement dans les plaines de la Mandchourie et sur les eaux du Pacifique, il inflige à l'ambassadeur japonais en Russie... la décoration de l'Aigle Blanc.

Pour lui, pour son entourage, pour toute la canaille qui le conseille et l'inspire, la revendication de quelques bribes de liberté politique est une calamité beaucoup plus grande qu'une guerre désastreuse. Et le petit père Nicolas n'est pas seul à penser ainsi : tous les gouvernants se ressemblent, à quelques détails près.

Ils sont trop verts

Sur six articles parus dans son unique page, la *Correspondance politique et agricole* (organe de l'Alliance républicaine démocratique) en consacrait quatre, le 26 mars, à nous faire de la réclame.

Quatre couplets de la même chanson, répétant à l'envi que les *unifiés* se sont retranchés eux-mêmes du bloc républicain, qu'ils n'ont pas besoin d'y revenir, et qu'on n'a pas davantage besoin d'eux pour faire une bonne politique républicaine.

Soit. Mais en période électorale, ces excellents blocards ne font pas tant les dégoûtés quand arrive le scrutin de ballottage!

Exhibition

Tous les ans, à pareille époque, la Ville-Lumière est le siège d'expositions agricoles où l'on fait figurer les pensionnaires des meilleures étables et des écuries en renom. Ses habitants sont admis à contempler — moyennant péage — le résultat des soins donnés par les éleveurs et les proprié-

taires aux bêtes destinées au travail, à la boucherie, à la production du lait ou de la laine... et l'on va même jusqu'à décorer les animaux les plus méritants, tels de vulgaires citoyens ayant rendu des services exceptionnels à l'Etat.

Pourquoi ne pas exposer également un autre bétail, celui qu'on séquestre dans les bagnes industriels pour y créer des profits au patronat? Aurait-on peur que la comparaison ne fût pas à son avantage? redouterait-on par hasard de mettre le public à même de constater qu'il est beaucoup plus mal soigné, beaucoup plus mal nourri que l'autre?

Leur Œuvre

Eh bien! c'est du propre!

Voici le *Rappel* qui jette un cri d'alarme sur « l'esprit réactionnaire de la jeunesse du Quartier latin », et le *Petit Méridional*, venant à la rescousse, qui rend l'enseignement supérieur responsable de cet état de choses.

Si c'est comme ça que la République travaille...

Et le plus singulier, c'est qu'il se trouve des professeurs « dont les idées démocratiques ne font de doute pour personne », qui ne veulent pas marcher quand on leur demande de faire un meeting républicain pour convertir ces bourgeois en herbe.

A la bonne heure! voilà des militants!...

Nous aurions peut-être lieu de nous étonner, si nous ne savions pas que la bourgeoisie est réactionnaire par définition — parce que conservatrice au point de vue social.

Aide-toi, et l'Etat t'abandonnera

En même temps que leurs représentants politiques s'ingénient à donner des crocs-en-jambe au projet des retraites ouvrières, les gens de la « Mutualité commerciale » insinuent charitablement que le travailleur fait acte d'imprvoyance en comptant sur la bienfaisance officielle.

Ce n'est rien moins que flatteur pour une République qui se targue de remédier dans la mesure du possible aux misères sociales!

Ils essaient également de nous persuader qu'il y va de notre dignité morale de pratiquer la mutualité — c'est-à-dire de faire les frais des œuvres d'assurance contre le chômage, l'invalidité et la maladie...

Parbleu! ça résoudrait la question tout de suite; ce serait autant d'économisé pour l'Etat et pour les patrons. Et nous comprenons à merveille qu'avec un pareil système, les exploiters n'auraient pas assez de toute leur admiration et de tous leurs remerciements pour des travailleurs « soucieux de leur dignité morale » au point d'accepter ce marché de dupes.

Ce qu'on ne sait pas

Il est sans doute intéressant d'étudier, avec notre frère d'armes le *Socialiste Ardennais*, les procédés plus ou moins corrects, plus ou moins propres même, dont se sert le parti clérical au cours des élections : pression, chantage, manœuvre de la dernière heure, etc., etc...

On nous dit même que ces honorables citoyens ont fait imprimer à Orléans un manuel où tous moyens sont exposés avec d'amples détails...

Ah! camarades ardennais, qui sait ce que vous découvririez sur le même sujet, si vous pouviez fouiller un peu dans les papiers des préfectorales d'il y a deux ans! Les circulaires ministérielles vous ménageraient probablement d'autres surprises non moins édifiantes.

Comme au « bon vieux temps »

Les « fils de la grande Révolution » nous ont-ils assez chanté sur tous les tons les beautés du régime démocratique et les horreurs de l'absolutisme monarchique? Ont-ils flétri assez éloquentement le pouvoir discrétionnaire des souverains d'autrefois, qui se permettaient d'exiler ou d'embailler quiconque avait le malheur de leur déplaire ou simplement d'être l'ami de quelqu'un qui leur avait déplu?

Eh bien! voyez les progrès accomplis depuis cent ans et plus :

Un officier de la Garde républicaine échange une poignée de main avec le citoyen Hervé; on l'envoie en disgrâce à plusieurs centaines de kilomètres de Paris.

Deux fonctionnaires de ministère, rencontrant M. Emile Constant au Palais Bourbon, lui donnent également chacun une poignée de main; on les change de service. On les aurait révoqués si la plupart des députés n'avaient menacé d'intervenir.

La formule sacramentelle : *Au nom du Peuple français*, devient surannée. Il serait temps de revenir au vieux cliché trouvé par François I^{er} : *Tel est notre bon plaisir*, qui correspond beaucoup plus exactement aux faits et gestes des ministres du jour.

P. GRADOS

Infiltration anarchiste

La banqueroute du réformisme politique ne put, après l'expérience Waldeck-Rousseau-Millerand, montrer au peuple ouvrier que des mains vides de réformes mais teintes du sang des grévistes, assurés, politiquement et syndicalement, le triomphe des révolutionnaires sur les ministériels. Déceptions et blessures, il ne resta rien autre des espérances enthousiastes qui avaient accueilli l'avènement du grand ministère des réformes bourgeoises. Ainsi se trouva confirmé ce qu'avaient annoncé les militants qui, les premiers, dans le Parti socialiste et dans les syndicats, mirent leurs camarades en garde contre les dangers de la collaboration des classes et de l'ingérence du pouvoir dans les œuvres de relèvement prolétarien et d'émancipation sociale.

Mais il advint également ce que Guesde avait prévu au Congrès de la Salle Japy, le lendemain de l'achat de Millerand par Waldeck-Rousseau : le ministérialisme avait travaillé pour l'anarchie.

Les abusés de la politique des petits profits, brutalement déçus, furent pris de fureur, se retournèrent contre la divinité avorteuse et se mirent à douter de toute action pour les réformes avec autant d'aveuglement qu'ils avaient cru, la veille, en la souveraine efficacité de celles-ci.

Le trouble de ces iconoclastes servit à merveille et la propagande anarchiste, et les desseins des libertaires. Les dégoûts soulevés, dans le prolétariat organisé, par les excès du parlementarisme, devaient fournir un aliment à la plante étiolée de l'anarchie.

Depuis la première Internationale, les anarchistes traditionnalistes avaient maintes fois échoué dans leur tentative de main-mise sur les organisations ouvrières. Pelloutier et quelques rares amis avaient bien repris l'œuvre de Bakounine, mais ils n'opéraient qu'avec des syndicats à l'état embryonnaire. Dans la nouvelle Internationale, l'anarchie ne pouvait entrer, même sous le couvert syndical, et en France, c'est à peine si quelques compagnons étaient parvenus à faire sauter un groupe ouvrier socialiste, en y pénétrant, tandis que certains autres avaient fini leur carrière syndicale dans un réformisme bénin. Le plus grand nombre avaient renoncé à la patiente infiltration préconisée par Pelloutier. L'anarchie s'était aristocratisée, préférait la manière chevaleresque de Ravachol, se faisait terroriste. En son nom, d'élégants hommes de lettres glorifiaient le cambriolage. C'était devenu une littérature. Pelloutier n'était plus qu'un fonctionnaire, Kropotkine et Jean Grave de vieux bonzes.

A l'époque de l'Affaire, le snobisme anarchiste jeta ses derniers feux. Il était en pleine décadence — bombes émitées, compagnons assagis — quand s'accrut la débâcle ministérielle. L'infiltration anarchiste dans les syndicats avait recommencé; elle faisait tâche d'huile, à la faveur des déceptions causées par le millerandisme. Enfin, la communauté des luttes des socialistes révolutionnaires et des anarchistes contre le réformisme politique, avait créé une tendance commune, aussi éloignée du socialisme que de l'anarchisme : le syndicalisme.

A la vérité, il ne s'agissait point encore d'une doctrine. C'était seulement la double syndicale de l'action socialiste révolutionnaire. Peu à peu, cependant, l'infiltration anarchiste ne se traduisit plus

uniquement par l'adhésion des compagnons aux syndicats et par leur main-mise sur les fonctions : elle pénétra insidieusement l'esprit d'un certain nombre de militants socialistes qui, sous son influence, se détachèrent de leur parti politique et firent le projet d'accomplir, dans et par l'organisme corporatif, la mission révolutionnaire que le parlementarisme rendait impossible à l'organisme politique de la classe ouvrière.

De ce projet d'une action transportée du parti au syndicat, est sortie la théorie nouvelle qui a la prétention de s'opposer à l'anarchisme doctrinal aussi bien qu'au socialisme scientifique, et suivant laquelle le syndicat suffirait à tout, au réformisme et à la révolution.

Ainsi, les prolétaires français, à peine revenus de leurs illusions ministérielles, seraient livrés à de nouvelles illusions, non moins dangereuses que les précédentes, si ceux-là mêmes qui réagirent hier ne réagissaient pas aujourd'hui.

P.-M. ANDRÉ.

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

Le parti ouvrier anglais ne laisse pas un moment de repos au gouvernement libéral; il le harcèle sans paix ni trêve; à peine la loi sur les sans-travail rejetée, — et cela au risque d'introduire la division dans le parti libéral — voilà de nouveau un député ouvrier sur la brèche, le camarade Clynes, élu de Manchester, qui propose avec le plus grand calme que : « suivant l'opinion de cette Chambre, le temps est arrivé où, dans l'intérêt des ouvriers en général et en vue du grand nombre de sans-travail dans tous les métiers et industries, on doit limiter la journée de travail à un maximum de huit heures ».

On peut se figurer l'émoi dans la mare aux grenouilles, après ce pavé qui vient d'y être lancé. Nos lecteurs remarqueront qu'il s'agit ici de la limitation de la journée de travail, non seulement pour les mines, mais dans toutes les industries. La semaine de 48 heures, d'après le député ouvrier, doit être établie partout. Il n'est pas nécessaire, à cette place, de donner les arguments en faveur de cette loi; il est plus curieux de voir les objections qu'on y oppose.

M. Monot, député libéral de Manchester, admet qu'il est convaincu que huit heures suffisent amplement pour la journée de travail. Il reconnaît aussi que le prix de la production n'augmente pas, même la durée du travail étant réduite et avec le même salaire ou même un salaire plus élevé, à cause de la qualité supérieure de travail obtenue par des ouvriers travaillant par relais de huit heures au lieu de douze. Il est donc partisan de la réduction de la journée de travail dans les fabriques, et il ajoute que sa maison a été une des premières à adopter les huit heures. Il regrette seulement que l'on demande d'étendre la réduction de la journée de travail à toutes les industries; il ne voit pas comment, par exemple, les ouvriers agricoles ou les domestiques pourraient obéir à cette loi.

De son côté, M. Lever, célèbre pour ses rayons et son dernier essai de « trust », reconnaît que la réduction du temps de travail élève la condition de la classe ouvrière plus que ne le ferait une augmentation de salaire, mais, en vrai libéral qu'il est, il demande qu'on ne s'adresse pas à l'Etat.

Enfin, le représentant du gouvernement, M. Herbert Samuel, tout en combattant la motion, a déclaré que ses collègues et lui avaient l'intention de faire voter le projet de loi sur les huit heures de travail dans les mines. C'était, au fond, ce que les députés ouvriers voulaient lui faire dire, car l'on commençait à douter des intentions du gouvernement. Par conséquent, ils ont retiré leur proposition.

Pendant ce temps, l'agitation à propos de la loi sur le travail dans les mines, redouble de vigueur; la classe capitaliste comprend bien qu'une fois les 8 heures admises pour les mines, la porte des réformes est ouverte et que chaque industrie voudra profiter de cette réduction de travail. Les ouvriers mineurs, si longtemps divisés, sont maintenant unanimes et ils forment un bloc compact que rien ne pourra plus rompre. Jadis, les unions de Durham et d'ailleurs refusaient la réduction de la journée à huit heures parce que les adultes travaillaient moins de huit heures, en faisant faire le reste du travail par des enfants. Cette tâche sur l'écusson de la classe ouvrière anglaise est maintenant effacée, et l'on peut prévoir que le gouvernement libéral, malgré l'opposition sourde de John Morley, l'adversaire des huit heures, se verra forcé d'accorder cette réforme à la classe ouvrière anglaise.

Comme l'ont remarqué les représentants ouvriers au Parlement, on condamne aujourd'hui le travail supplémentaire (overtime), avec augmentation de salaire qui, jadis, servait d'argument contre la loi. Il ne faut pas oublier que, longtemps, les vieilles Trades-Unions ont été les ennemies les plus acharnées du mouvement des huit heures et que pour conserver quelques privilèges, elles négligeaient l'intérêt des « un-Skilled » unions. Mais tout cela appartient au passé, et, aujourd'hui, l'union est faite entre les syndicats anglais. Il a fallu pour cela la menace du dernier gouvernement contre le droit de grève. Les Syndicats ont montré qu'ils ne pouvaient résister qu'en abandonnant leur abstention systématique et en envoyant leurs représentants au Parlement.

C. BONNIER

Mouvement International

UN DISCOURS DE BEBEL

Nous détachons du compte rendu sténographique du discours que notre camarade Bebel a prononcé au Reichstag allemand le 24 mars 1908, quelques passages caractéristiques. Ils sont de nature à montrer la portée révolutionnaire de la lutte parlementaire de nos camarades allemands, tant décriée par les anarchistes et les anarchisants. Ils prouvent également la ferme résolution de nos camarades d'aller jusqu'au bout dans leur lutte pour le droit prolétarien.

On voudra bien ne pas oublier que ces paroles, d'une hardiesse extrême, ont été prononcées par le représentant vénéré d'un parti discipliné, ayant derrière lui plus de trois millions d'électeurs, et à la veille de la bataille électorale pour le renouvellement du Landtag prussien. Elles ont été immédiatement relevées par le chancelier de l'Empire, von Bülow, et les partis bourgeois.

Nous regrettons d'ailleurs de ne pouvoir, faute de place, reproduire qu'une petite partie du remarquable et retentissant discours de Bebel. Les passages que nous citons concernent la lutte engagée par les socialistes pour le suffrage universel et égal pour les deux sexes au Landtag.

« On a dit — s'écrit le leader de la Social-démocratie allemande — que l'Allemagne était un Etat fédéral et qu'il ne convenait pas d'introduire un droit électoral égal pour tous les Etats confédérés. Oui, messieurs, l'Etat fédéral allemand n'est au fond qu'un gros mensonge! Toute la législation de l'Empire est de la fabrication prussienne. Sans la Prusse, aucune loi ne peut être adoptée. Déjà, en 1867, j'ai développé cette thèse que les rapports soi-disant fédératifs réduisaient le rôle des princes des Etats particuliers à celui de gouverneurs généraux du roi de Prusse. Et c'est bien tel, qu'a été ce rôle jusqu'ici.

« La prépondérance de la Prusse ne se fonde pas seulement sur la grande étendue de ce pays et sur le nombre de ses habitants : elle s'explique tout particulièrement par ce fait que le plus grand Etat de la Confédération possède, grâce au système électoral dit de trois classes, une représen-

tation nationale foncièrement réactionnaire. Voilà pourquoi il ne m'en coûte guère de l'avouer : **Je ne considérerai pas comme un malheur que la Prusse disparaisse d'une façon quelconque.** Je regrette même de ne pas avoir à ma disposition les moyens et le pouvoir d'y arriver.

« Nul doute que les mauvaises dispositions qui, malheureusement, se manifestent dans le monde à l'égard de l'Allemagne ne soient provoquées principalement par la Prusse (*très bien ! chez les socialistes*).

« Au point de vue électoral, nous sommes aujourd'hui, en Prusse, au même niveau qu'avant le 18 mars 1848 : la classe ouvrière n'y a pas plus de droit qu'alors.

« La classe ouvrière n'a que l'apparence du droit, nullement un droit réel. Si 15 0/0 des électeurs des première et deuxième classes s'unissaient, ils pourraient, à eux seuls, élire les 433 députés du Landtag, tandis que la totalité des électeurs de la troisième classe, même en étant tous d'accord, ne pourraient nommer un seul député ! C'est là une situation qui ne saurait durer. Aucun doute n'est possible à cet égard.

« Dans l'arrondissement 30 de Berlin, en 1903, le conseiller du commerce, M. Friedländer, fut le *seul et unique* électeur de la première classe parce qu'il payait 216.274 marks d'impôt ; la deuxième classe ne comptait que 6 électeurs, le dernier payant 18.624 marks d'impôt ; tout le restant de la population appartenait à la troisième classe.

« Il n'y a pas — on peut le dire — de *système électoral plus stupide, plus ridicule et plus absurde* (*très bien ! chez les socialistes*).

« Cela n'empêchait pas le chancelier de l'Empire de déclarer, le 10 janvier, comme ministre-président du Gouvernement de la Prusse, que l'application au Landtag du droit électoral en usage pour le Reichstag ne correspondait pas aux intérêts de l'État. Nous verrons si l'on pourra continuer à soutenir cette thèse.

« Déjà, d'autres avaient dit qu'il ne serait rien changé **et ils ont été obligés de subir le changement.** Ils ne voulaient pas céder : **ils ont dû obéir à la force** (*Exclamations à droite. Applaudissements prolongés à gauche*).

« N'était-ce pas le roi Frédéric-Guillaume qui, en avril 1847, proclamait devant les Diètes des provinces réunies : « Jamais un morceau de papier appelé Constitution ne se placera entre Notre-Seigneur qui est au ciel et moi ». Un an ne s'était pas écoulé après cette déclaration que la Prusse avait le Suffrage universel. Les choses se sont souvent passées ainsi dans ce monde. Le progrès de l'humanité est en marche. *Les masses s'agitent*, et, soyez-en sûrs, **les masses ne se calmeront pas avant qu'elles n'aient conquis leur droit intégral, par n'importe quels moyens !** (*Vive approbation chez les socialistes. Exclamations à droite*).

« Les masses ont eu recours aux démonstrations et on leur en veut terriblement pour cela. On y a vu une sorte de lèse-majesté de l'État prussien. Les démonstrations dans la rue sont interdites, et un bon citoyen ne doit pas — dit-on — faire ce qui est interdit. Mais n'avons-nous pas assez longtemps attendu avant de faire ces démonstrations ? N'avons-nous pas réclaté dans les journaux, dans les réunions, publié des brochures, adopté d'innombrables résolutions ?

« Nous en avons assez, et nous nous sommes dit : nous devons entrer **dans une autre voie.** Que nous propositions-nous par les démonstrations dans la rue ? Nous voulions attirer l'attention de la population de la Prusse, de l'Allemagne, du monde entier sur la **misérable situation en Prusse** (*Approbation prolongée chez les socialistes*).

« Le succès a dépassé nos espérances. Le monde connaît enfin ce qu'il ne savait que d'une façon façon insuffisante. Il sait maintenant où en est le **prétendu état civilisé de la Prusse** : il sait que le suffrage en vigueur en Prusse est une honte ; qu'à ce point de vue, la situation, en Prusse, est pire que dans la Russie d'aujourd'hui. La troisième Douma, en effet, compte 17 représentants de la classe ouvrière, tandis que la social-démocratie en Prusse, le parti de beaucoup le plus puissant, n'a pas un seul représentant au Landtag. Peut-il y avoir une **violation du droit plus brutale** ? (*Très bien ! chez les socialistes*).

« Dans un certain nombre d'autres États, la situation est semblable à celle de la Prusse. Mecklenburg n'a pas de droit constitutionnel. Là, pas d'élections, pas de représentation nationale. En

Saxe et dans d'autres États moins importants, il est impossible à la classe ouvrière de se faire représenter.

« **Dans ces conditions on s'explique que la classe ouvrière soit à bout de patience.** Et, messieurs, **je vous en prévient, vous verrez des événements plus graves que ceux que vous avez vus jusqu'ici.** »

A ces dernières paroles, la sténographie note ce qu'on appelle, en style parlementaire, des mouvements divers chez les libéraux-nationaux et chez les partis de la droite. Quand on connaît la manière de nos camarades allemands, le mépris qu'ils ont pour toute fanfaronade dite révolutionnaire, pour la phrase ronflante, on peut apprécier toute la portée et le sens redoutable des paroles prononcées par notre camarade Bebel, représentant responsable et écouté de la social-démocratie. L'atmosphère allemande est chargée d'électricité et, dès lors, ces paroles sont des actes, pouvant avoir des conséquences incalculables.

Von Bülow l'a compris. Il a répondu par une contre-attaque contre le Suffrage universel en vigueur pour le Reichstag, tout en se défendant de velléités de coup d'État. C'était une menace. Il a même fait, au sujet des formes politiques des États, une critique qu'on dirait empruntée à un compagnon anarchiste. Selon von Bülow, on vit aussi bien sous une monarchie que sous une république. D'ailleurs, quelques instants après, il détruisait lui-même ce qu'il venait de dire en déclarant qu'il ne serait pas « assez bête pour faire une révolution d'en haut », en octroyant le Suffrage universel pour le Landtag « au profit d'une révolution d'en bas ».

Si le Suffrage universel peut profiter à la révolution prolétarienne, c'est que les formes politiques ont leur importance.

Le Suffrage universel n'est pas une nécessité absolue. Il n'y a d'ailleurs pas de vérité absolue. Comme le disaient si bien les considérants du Programme du P. O. F., élaborés par Marx et Jules Guesde, le Suffrage universel peut être un « instrument de duperie ou d'émancipation ». Tout dépend du degré de développement de la conscience et de l'organisation de la classe ouvrière. Le prolétariat allemand a atteint à un degré de développement qui rend le Suffrage universel extrêmement dangereux pour les classes dirigeantes. Ainsi s'explique la résistance acharnée que celles-ci lui opposent. Le Suffrage universel, comme toute action, dans la main d'une classe ignorante et désorganisée est un fusil dirigé contre soi-même ; dans la main des prolétaires organisés, conscients et **résolus**, c'est un canon à répétition braqué sur le camp ennemi. C'est la victoire à brève échéance. « Par n'importe quels moyens ! » disons-nous avec Bebel, pourvu que nous soyons vainqueurs ! Les vrais moyens **directs**, ce sont qui mènent **directement** non à la défaite, mais à la victoire.

Ch. RAPPOPORT

Étrange !

On peut lire dans un journal blocard de la Seine :

« Quarante députés radicaux-socialistes, socialistes indépendants et socialistes unifiés étaient réunis, lundi soir, en un dîner amical à la Taverne du Nègre, boulevard Saint-Denis, pour causer, au dessert, des meilleurs moyens d'assurer l'entente des partis de gauche en vue des élections municipales prochaines.

« Au nombre des assistants, citons les citoyens Paul Brousse, Chautard et Steeg, qui avaient pris l'initiative de cette réunion ; Berleaux, Mesimy, Maurice Violette, Dubief, Dalimier, Gervais, Chautemps, Lenoir, Chaumié, Levraud, Albert Poulain, Pastre, Devèze, J.-L. Breton, Fournier, Chauvière, Fiévet, Colliard, Puech, etc.

« Tous les assistants se trouvèrent d'accord pour considérer que la discipline républicaine devait être rigoureusement observée aux élections municipales, et que, dès le premier tour de scrutin, les radicaux et les socialistes devaient prendre l'engagement réciproque, soit de se désister au second tour, soit d'établir proportionnellement aux suffrages recueillis par les listes républicaines, une liste commune de concentration. Dans certains cas, radicaux et socialistes pourraient, dès le premier tour, faire liste commune afin d'assurer la victoire des partis de gauche.

« Au cours de cette causerie tout amicale la situation politique dans quelques grandes villes de France fut exposée et, après échange de vue, les députés présents décidèrent de se réunir à nouveau prochainement. »

Que signifie cette plaisanterie ? Ainsi, huit jours avant la réunion du Conseil National des élus du Parti décident à l'avance la tactique du Parti, et ceci d'accord avec des radicaux ?

La tactique préconisée est en contradiction formelle avec les principes et la décision du Parti. Mais que penser de ceux qui, membres du Parti, organisent à l'avance, contre les décisions du Parti, de pareilles manifestations ? Il faudrait pourtant choisir. Dedans ou dehors ; avec ou contre.

Ch. D.

PASSIM

Les jeunes gens sont heureux, disait Voltaire, ils verront de grandes choses. L'auteur de la *Pucelle* parlait évidemment des jeunes gens de son temps ; l'âge de la tôle ondulée n'était pas révolu, les cinémas, phonos et autres ingénieuses mécaniques à vacciner d'art, rapidement mais non sans secousses, la démocratie consciente, encore dans les limbes ; le style Dufayel pas même à l'état d'espoir...

Et, sans doute, ces jeunes gens ont vu les 14-Juillet, les 4-Août et autres 18 Brumaire.

Nous sommes moins favorisés, nous autres, les fils du cheval-vapeur.

Depuis une demi-douzaine de lustres, sous des formes quelque peu diverses mais à peine suffisantes pour varier la monotonie, nous avons, simplement, vu champignonner sur le fumier capitaliste, toute la moisissure bourgeoise aux trois couleurs : opportuniste, radicale et radicale-socialiste. Et ça ne fait que croître et enlaidir ; la corruption cynique, avouée, réjouie est reine. De bons jocrisses s'entêtent quand même à ne pas y croire. Les pèvres...

Et l'entrée officielle du *Chat Noir* et du *Chemineau* au saladier du Pont des Arts, pas plus que le congrès des gendarmes qui tient ses assises en ce moment, ne peuvent constituer des dérivatifs suffisants.

Mais à défaut de grandes choses que seul dès à présent le socialisme peut être en état de faire, il est toujours loisible de voir des petites choses, quelquefois drôles.

Quoique vieille, toujours jeune l'éternelle histoire des fils à Papa qui s'amuse.

Au lieu de femmes — sport coûteux et dangereux, — de l'auto, aussi coûteux, parfois aussi dangereux, certains rejettent — les plus pratiques et surtout les plus économiques — font du journalisme, mais du journalisme fougueux, impétueux, dramatique, grimaçant, effarant ; du foin, du barrouf, du pétard, et allez donc, on gueule ferme, on gesticule idem, tous les pécariés sont de la fête, aussi toutes les actions directes et obligations omnibus ; le concierge et la mercière en sont verts, la petite bonne de la crèmerie, la trouve quelquefois mauvaise. On peut faire à bon compte, somme toute, son petit Rigaut, son petit Noir, pas jusqu'au bout bien entendu... (penses-tu, Blanche !)

Et tout cela coûte bien moins cher, à beaucoup près, au portefeuille du paternel et à la santé de l'héritier, qu'Aspasie ou de Dion. C'est en fin de compte, le seul et le vrai placement de père de famille, l'assurance-type à primes réduites, vie, accident, incendie, de la jeunesse douillarde.

Au bout de quelques années, quand il en a assez, la gourme bien guérie, le gaillard enterre alors sa vie de garçon... de café ; laissant là, cuillers à sucre d'indignation et comprimés de terreur ; il se marie congrûment avec souvent un préfet et un général comme témoins... de son changement de peau ; il s'installe alors dans l'étude de notaire ou d'avoué qui l'attend, ou bien fabrique des feuilletons idiots à l'usage du populo dans les canards à grand tirage, ou lance des nouveautés pharmaceutiques, le plus souvent devient député républicain démocrate, rapidement ministre, ou alors reprend la suite des affaires de l'auteur présumé de ses jours, dont la manufacture continue de mouler de la chair à travail aux fins de millionner le fils et les petits fils à papa. E finita la Comedia.

Ah mais, ça ne finira donc jamais ? comme chantait notre vieux Pottier. Qui sait ?

Et puisque dans la Comedia, pas encore, hélas, finita, je vais terminer ce coup-ci — il faut savoir ne pas abuser — par une qui me semble bien bonne...

Chacun sait — ou ne sait pas — que depuis la fin de novembre dernier l'on joue dans un théâtre de Paris une pièce très poignante intitulée : *Le*

Grand Soir; c'est un épisode de la révolution russe, très exactement écrit et supérieurement interprété. La misère du peuple russe y est dépeinte de main de maître, de même que l'abjection de ses exploiters et la foi ardente et l'héroïsme de ses défenseurs.

Or, jeudi 26 février on a fêté à ce théâtre, non pas la centième représentation, comme d'usage, mais la cent vingt-cinquième; pourquoi? Mystère et mi-carême...

Et le journal de théâtre qui rend compte de cette fête costumée et... déshabillée, veut bien nous dire que toute la nuit le champagne a coulé, la gaité débordé, que les farandoles se sont succédées sans interruption, qu'il y avait là le tout Paris, tout l'Armorial, et que derrière les loupes, les masques et les dominos se dissimulaient les plus jolies femmes du monde, du grand monde s'entend, un bal des 4-z'Arts académique, quoi! C'était un grand soir... de mi-carême...

Et sur ce, si vous le permettez, rideau.

MAUSSA.

Les Retraites OUVRIÈRES ET PAYSANNES par le Monopole de l'Assurance

Récapitulation de la plus-value des capitaux des compagnies d'assurances contre l'incendie :

Nom des Compagnies	Plus-value	Moins-value
Cie Assurances Générales	44.500.500 fr.	
L'Abeille-Incendie	21.300.000	
L'Aigle	15.600.000	
Le Monde	420.000	
La Confiance	7.100.000	
La France	11.500.000	
La Foncière	11.800.000	
Le Phénix	39.200.000	
La Métropole	200.000	
La Nationale	18.500.000	
Le Nord	6.200.000	
La Providence	9.500.000	
La Paternelle	15.300.000	
Le Soleil	29.400.000	
L'Union	28.000.000	
L'Urbaine	16.750.000	

Total des plus-values: deux cent soixante-quize millions, deux cent soixante-dix mille cinq cents francs.

Voici maintenant, les tableaux relatifs aux Compagnies d'assurances sur la Vie :

I

Abeille-Vie, société fondée en 1877. Capital nominal quatre millions, divisé en 4.000 actions, sur chacune desquelles 250 francs furent versés. En 1908, l'action vaut 725 francs.

Valeur actuelle du capital :
 $4.000 \times 725 = 2.900.000$ fr.

Capital versé :
 $250 \times 4.000 = 1.000.000$ »

Plus-value du capital : $1.900.000$ fr.

II

Aigle-Vie, société fondée en 1873. Capital nominal douze millions, divisé en 600 actions de 2.000 francs, sur chacune desquelles 500 francs furent versés. En 1908, l'action vaut 90 francs.

Valeur actuelle du capital :
 $6.000 \times 90 = 540.000$ fr.

Capital versé :
 $500 \times 6.000 = 3.000.000$ »

Moins-value du capital : $2.460.000$ fr.

III

Assurances-Générales, société fondée en 1819. Capital nominal trois millions, divisé en 4.000 actions sur chacune desquelles 750 francs furent versés. En 1908, l'action vaut 30.000 francs.

Valeur actuelle du capital :
 $4.000 \times 30.000 = 120.000.000$ fr.

Capital versé :
 $750 \times 4.000 = 3.000.000$ »

Plus-value du capital : $117.000.000$ fr.

IV

Confiance-Vie, fondée en 1875. Capital nominal six millions, divisé en 6.000 actions sur chacune desquelles 250 francs furent versés. En 1908, l'action vaut 110 francs.

Valeur actuelle du capital :
 $110 \times 6.000 = 660.000$ fr.

Capital versé :
 $250 \times 6.000 = 1.500.000$ »

Moins-value du capital : 840.000 fr.

V

Conservateur Vie, société fondée en 1844. Capital un million divisé en 1.000 actions de 1.000 francs libérées. En 1908, l'action vaut 4.800 francs.

Valeur actuelle du capital :
 $4.800 \times 1.000 = 4.800.000$ fr.

Capital versé :
 $1.000 \times 1.000 = 1.000.000$ »

Plus-value du capital : $3.800.000$ fr.

VI

Caisse-Paternelle, fondée en 1850. Capital nominal cinq millions, divisé en 1.667 actions de 300 francs. En 1908, l'action vaut 120 francs.

Valeur actuelle du capital :
 $1.667 \times 120 = 190.004$ fr.

Capital versé :
 $1.667 \times 300 = 5.000.000$ »

Moins-value du capital : $4.809.996$ fr.

VII

France-Vie. Capital nominal dix millions, divisé en 1.000 actions sur chacune desquelles 250 francs furent versés. En 1908, l'action vaut 500 francs.

Valeur actuelle du capital :
 $1.000 \times 500 = 5.000.000$ fr.

Capital versé :
 $250 \times 10.000 = 2.500.000$ »

Plus-value du capital : $2.500.000$ fr.

VIII

Monde-Vie, fondée en 1864. Capital nominatif dix millions, divisé en 1.000 actions de 1.000 francs sur chacune desquelles 250 francs furent versés. En 1908, cette action vaut 120 francs.

Valeur actuelle du capital :
 $120 \times 10.000 = 1.200.000$ fr.

Capital versé :
 $250 \times 10.000 = 2.500.000$ »

Moins-value du capital : $1.300.000$ fr.

IX

Nord-Vie, fondée en 1880. Capital trois millions, divisé en 3.000 actions de 1.000 francs sur chacune desquelles 250 fr. furent versés. En 1908, l'action vaut 380 francs.

Valeur actuelle du capital :
 $380 \times 3.088 = 1.140.000$ fr.

Capital versé :
 $350 \times 3.000 = 750.000$ »

Plus-value du capital : 390.000 fr.

X

Nationale-Vie, fondée en 1820. Capital nominatif quinze millions, divisé en 3.000 actions de 5.000 francs. *Aucun versement n'a été fait* : Les souscripteurs ont simplement déposé en garantie pour chaque action 50 francs de rente en fonds français. Les produits de ce dépôt sont payés à l'actionnaire en même temps que le dividende. L'action vaut, en 1908, 27.500 francs.

Valeur actuelle du capital :
 $27.500 \times 3.000 = 82.500.000$ fr.

Capital versé : *Néant*

Plus-value du capital : $82.500.000$ fr.

XI

Soleil-Vie, fondée en 1872. Capital nominal douze millions, divisé en 120.000 actions de 1.000 francs, sur chacune desquelles 250 francs furent versés. En 1908, l'action vaut 215 francs.

Valeur actuelle du capital :
 $215 \times 120.000 = 2.580.000$ fr.

Capital versé :
 $250 \times 12.000 \times 3.000.000$ »

Moins-value du capital : 420.000 fr.

XII

Phénix-Vie, fondée en 1844. Capital nominal quatre millions, divisé en 800 actions de 5.000 francs sur chacune desquelles 1.000 francs furent versés. Valeur de l'action, en 1908, 33.500 francs.

Valeur actuelle du capital :
 $33.500 \times 800 = 26.800.000$ fr.

Capital versé :
 $1.000 \times 800 = 800.000$ »

Plus-value du capital : $26.000.000$ fr.

XIII

Union-Vie, fondée en 1829. Capital nominal dix millions, divisé en 2.000 actions de 5.000 francs sur chacune desquelles rien n'a été versé. Les fondateurs ont déposé 50 francs de rente en titres français dont les arrérages sont payés à l'actionnaire en même temps que le dividende de son action. En 1908, cette action vaut 5.850 francs.

Valeur actuelle du capital :
 $5.850 \times 1.000 = 11.700.000$ fr.

Capital versé : *Néant*

Plus-value du capital : $11.700.000$ fr.

XIV

Urbaine-Vie, fondée en 1866. Capital nominal douze millions, divisé en actions de 1.000 francs. 3.407 actions sont libérées entièrement. Sur les 8.593 restantes, il fut versé 200 francs. En 1908, l'action libérée vaut 1.250 francs et l'action non libérée vaut 455 francs.

$3.407 \times 1.250 = 4.258.750$ fr.

$8.593 \times 455 = 3.909.815$ »

Valeur actuelle du capital : $8.168.565$ fr.

Capital versé : $5.126.600$ »

Plus-value du capital : $3.041.965$ fr.

RÉCAPITULATION

Noms des Compagnies	Plus-Value	Moins-Value
Abeille	1.900.000	»
Aigle	»	2.460.000
Assurances Générales	117.000.000	»
Confiance	»	840.000
Conservateur	3.800.000	»
Caisse Paternelle	»	4.809.996
France	2.500.000	»
Monde	»	1.300.000
Nord	390.000	»
Nationale	82.500.000	»
Soleil	»	420.000
Phénix	26.000.000	»
Union	11.700.000	»
Urbaine	3.041.965	»
Totaux	240.831.965	9.829.996
Reste	231.001.969	

Ainsi, la plus-value des capitaux engagés dans ces seize Compagnies d'assurances sur la Vie est de deux cent trente-neuf millions mille neuf cent soixante-neuf francs. Il nous reste à publier les tableaux relatifs aux Assurances maritimes.

Vincent CARLIER

L'Action Sociale

LE CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national s'est réuni dimanche 29 mars.

Dès le début de la séance, le secrétaire a donné lecture de son rapport sur l'état actuel du Parti.

L'effort de propagande, pendant la période qui s'est écoulée depuis le dernier Conseil national, n'a pas été moindre que précédemment. C'est ainsi que 187 réunions publiques ont été organisées, dans diverses régions de la France, par les soins de la C. A. P.

Dubreuilh attire l'attention des Fédérations sur le manifeste du Parti pour les élections municipales. Ce manifeste a été tiré à un nombre considérable d'exemplaires. On pourra le livrer à des prix très bas. Dans ces conditions, aucun groupe ne saurait manquer à son devoir en ne l'affichant pas, partout où il y aura des candidats du Parti.

Le secrétaire rappelant, en outre, le départ forcé de Jules Guesde, renouvelle les vœux de rétablissement émis par la C. A. P. et y associe le C. N. tout entier.

Après qu'une Commission des conflits, composée de Delory, Dondicol, Ch. Dumas, Gérard, Osmin, Poisson et Renard, eut été nommée, le rapport a été adopté.

Cotisation des Elus

Camélinat donne connaissance de la situation respective des élus en retard de leurs cotisations. Les sommes dues par quelques uns s'élèvent à un chiffre assez considérable. Néanmoins, presque tous se sont engagés à se libérer au plus tôt. Une discussion, pour laquelle il n'est d'ailleurs pas donné de conclusions, s'engage sur le cas d'un élu, dont la Fédération a payé une partie de la dette sans vouloir prendre d'engagement pour l'avenir.

Delory fait savoir qu'un des élus du Nord ne s'étant pas mis en règle dans le délai accordé par le dernier Conseil national, la Fédération du Nord l'a rayé des contrôles du Parti, sans autre forme de procès.

Finalement, la discussion est close par l'adoption d'une proposition de la Commission administrative permanente, présentée par Tanger, amendée par Bracke et que voici :

« La Commission administrative permanente est invitée à poursuivre le recouvrement des cotisations des élus, suivant la méthode ci-après :

« 1^o Assurer le paiement régulier des cotisations des mois courants à partir du 1^{er} avril 1908 ;
« 2^o Obtenir des élus en retard des arrangements pour la liquidation de l'arriéré jusqu'au 1^{er} avril 1908, et ce dans le délai qui sépare cette date de la fin de leur mandat.

« Les arrangements pour la liquidation de l'arriéré devront être faits dans le délai de deux mois.

« Le Conseil national sera tenu au courant à la fois de la situation des cotisations courantes et de l'arriéré.

« Les reçus ne seront délivrés pour les cotisations courantes qu'autant que les élus intéressés seront en règle en ce qui concerne l'amortissement de l'arriéré, conformément à leur engagement. »

Espérons que cette résolution assurera le paiement régulier des cotisations des élus, dont quelques uns semblent vouloir abuser un peu, trop de la longanimité du Parti.

Les Elections Municipales

Après que Vaillant eut rendu compte de sa délégation au Bureau international et signalé les tentatives faites en ce moment pour arriver à l'unité socialiste aux Etats-Unis, le Conseil aborde l'examen de l'importante question des prochaines élections municipales et de l'attitude que le Parti devra adopter.

Révelin présente, d'accord avec Bracke, une résolution qui est finalement adoptée après diverses modifications, dont la plus importante fut réclamée par notre ami Constans, qui fit introduire la phrase qui invite les socialistes à faire tout leur effort, pour lutter au premier tour avec les seules forces socialistes.

Partout, en effet, où il est humainement possible de le faire, partout où nos ressources sont suffisantes pour nous permettre de présenter une

liste soit entière, soit partielle, ce serait une véritable trahison, envers le Parti que de ne pas aller à la bataille au premier tour, seuls et drapeau largement déployé.

Nous donnons ci-dessous la motion adoptée.

POUR LE PREMIER TOUR

En ce qui concerne les principes généraux du socialisme et leur application aux questions municipales.

Le Conseil national du Parti socialiste (S. F. I. O.) rappelle la résolution du Congrès international de 1900, la résolution et le manifeste programme du 19 janvier 1908.

Pour appliquer ces résolutions, le Conseil national décide que les candidats seront tenus : 1^o D'afficher le manifeste du 19 janvier 1908 ;

2^o D'exposer dans les réunions les principes du socialisme et leur application aux questions municipales ;

3^o De prendre l'engagement d'observer les principes du Parti et les décisions des Congrès nationaux et internationaux (art. 41 du règlement).

A PROPOS DES COALITIONS

En ce qui concerne les alliances et coalitions, le Conseil national rappelle la résolution du Congrès international de 1900 :

Conformément à cette résolution, le Congrès national invite les sections à faire tout leur effort pour lutter au premier tour avec les seules forces socialistes, à ne recourir aux coalitions que lorsque la situation politique locale rend les coalitions nécessaires et utiles au développement du Parti, mais en évitant la confusion de tactique et de programme et en s'assurant au préalable l'assentiment de leurs fédérations.

Ces coalitions, tolérées à titre exceptionnel, ne devront jamais être dangereuses pour le maintien des libertés économiques et politiques de la classe ouvrière, ni contraires aux intérêts du Parti et de la République sociale.

POUR LE DEUXIEME TOUR

En ce qui concerne le deuxième tour de scrutin, le Conseil national rappelle la résolution du Congrès de Chalon 1905.

En rappelant cette résolution, le Conseil national compte que les fédérations indiqueront à leurs sections la tactique à suivre, en s'inspirant pour leur attitude au second tour de scrutin, non des circonstances locales mais des intérêts de l'ensemble du Parti et de la République sociale.

Relativement aux ententes qui se produisent au deuxième tour, et dont le scrutin de liste majoritaire fait parfois une nécessité, le Conseil national déclare qu'elles seront considérées comme légitimes lorsque les sections et les fédérations les jugeront conformes aux intérêts du Parti, du Proletariat et de la République sociale.

La représentation proportionnelle

En ce qui concerne les tentatives de devancer la loi par un essai de représentation proportionnelle volontaire, le Parti socialiste, profondément attaché à l'idée de la représentation proportionnelle, et résolu à obtenir par un effort incessant de propagande une loi réformant en ce sens le régime électoral, met en garde les Fédérations contre le péril qu'il y aurait à qualifier de représentation proportionnelle des combinaisons qui sous le régime de la loi actuelle, ne peuvent en avoir que le nom et ne peuvent assurer les avantages qui résulteraient de la véritable représentation proportionnelle telle qu'elle sera organisée par la loi.

Cette quatrième partie n'a pas été adoptée sans discussion et de la Porte a fait observer, avec beaucoup de force, que si l'on entendait condamner par là, les tentatives de R. P. volontaires, faites, en beaucoup d'endroits, par les divers partis et le plus souvent proposées par les socialistes eux-mêmes, il était beaucoup trop tard, des engagements ayant été pris depuis longtemps.

Mais, il ressort très clairement des explications fournies que ce n'est nullement le sens et l'esprit de la proposition. Il s'agit simplement de prévenir le corps électoral, que dans la R. P. organisée par la loi, il n'y aura qu'un seul tour de scrutin et que, par conséquent, les électeurs ne voteront que pour des candidats représentant leurs opinions et rien que leurs opinions. Tandis que dans la R. P. volontaire, organisée en dehors de toute formule légale, et pour le second tour, il y aura nécessairement une liste panachée pour laquelle voteront des électeurs de tous les partis. Certains ont cru voir là une atteinte au principe de la lutte de classe irréductible. Il n'en est rien, en réalité, la lutte ayant été menée au premier tour et le second tour subsistant en droit, ayant été supprimé en fait, par la volonté des Partis serait simplement la consécration du principe de la R. P.

La Motion Cambier.

Une discussion s'engage sur plusieurs propositions qui, dans l'esprit de leurs auteurs, se réfèrent toutes à la motion Cambier. On trouve contre celle-ci cet argument : D'anciens socialistes sont passés au camp radical, ils seront repêchés par les radicaux, qui les porteront sur leurs listes. Donc nous ne pourrions pas, au second tour, nous désister en faveur de cette liste. Ainsi, il suffira pour empêcher que les socialistes au second tour, puissent se rallier à une liste radicale, qu'un préfet ait détaché un membre du Parti pour le transformer en radical et le faire se porter sur la liste radicale.

A ceci, on répond très simplement que si un ancien socialiste devient radical, la motion Cambier ne s'appliquera pas contre lui, puisque la motion vise seulement ceux qui se déclarent socialistes, sans appartenir au Parti et se parent ainsi d'un titre qui peut tromper le prolétariat.

Nous ajouterons pour notre part, que nous voyons difficilement les préfets se livrant à des combinaisons qui aboutiraient à priver les radicaux des voix que les socialistes pourraient leur donner à l'occasion.

Par ailleurs, si la motion Cambier aboutissait à ce résultat d'empêcher les radicaux de présenter des listes panachées de radicaux et de dissidents ; nous ne pourrions que nous en féliciter.

Il faut être radical ou socialiste et si l'on est socialiste, il n'y a pas plus deux prolétariats, qu'il n'y a deux Partis socialistes.

Cambier fait observer très justement que la motion ayant été votée par un Congrès National, subsiste sans qu'on ait besoin de la voter à nouveau, ce qui n'aurait pas de sens.

Le Conseil se rallie à cette manière de voir.

Rappelons que la motion Cambier déclare qu'en aucun cas les candidats du Parti ne pourront se désister en faveur des dissidents.

La signature des Elus

Le Conseil National s'est trouvé en présence de deux motions, la première de Delory ainsi conçue :

« Pour toute manifestation ou toute déclaration adoptée après délibération, le Conseil national disposera de la signature collective et individuelle de tous les élus. Pour les fédérations et les sections, on ne pourra se servir de la signature des élus qu'avec leur assentiment ».

La seconde de la Seine :

« La C. A. P., les fédérations, les sections, après que leurs élus respectifs auront été convoqués pour délibération en commun, auront le droit de se servir de la signature de ces élus pour tous les actes politiques ».

Mais le Conseil national qui estime avec raison que la signature des élus appartient au Parti, a vu le péril grave qu'il y aurait à remettre aux Fédérations et aux Sections, qui ne sont pas le Parti, qui pourraient prendre des décisions contradictoires avec les décisions du Parti, déjà signées par les élus, la signature de ces mêmes élus sans leur assentiment, s'est rallié à une énorme majorité à la motion Delory.

Le reste de l'Ordre du jour a été renvoyé au prochain Conseil national.

Les obsèques de Guernouchi et de Pérault

Dimanche dernier la classe ouvrière parisienne a fait des obsèques dignes d'elle à deux militants du Proletariat le Citoyen Guernouchi du P. S. R. de Russie et le Citoyen Pérault du Syndicat des terrassiers. Des milliers d'assistants ont suivi les deux convois qui se sont déroulés dans un calme imposant, qui a profondément impressionné la presse bourgeoise. De nombreux discours ont été prononcés de part et d'autre. Le Conseil national avait envoyé des délégués aux deux enterrements, dès l'ouverture de sa première séance.

L'application des 3/8.

L'Association « La Photogravure moderne » a appliqué la journée de huit heures dans ses ateliers depuis le 1^{er} mai 1906. Elle vient de rendre compte des résultats obtenus en publiant le tableau comparatif suivant :

Année	Production à l'heure	Fr.
2 ^e 1902 — 03	2.09	pr 9 h. 18 80
3 ^e 1903 — 04	2.50	pr 9 h. 22 50
4 ^e 1904 — 05	2.21	pr 9 h. 19 90
5 ^e 1905 — 06	2.35	pr 9 h. 21 15
« Mai à août	2.80	pr 8 h. 22 56
6 ^e 1906 — 07	2.60	pr 8 h. 20 77

Moyenne de l'ensemble : 20.77 par journée. Les heures passées sur le travail sont seules comptées.

Dans les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e années, les apprentis n'entrent pas en compte. Nous sommes donc en droit de dire que la production est restée la même, malgré la diminution des heures de travail.

La Presse Socialiste

Du citoyen Aimé Piton, dans l'*Ouvrier Vosgien* :

Un mois nous sépare encore des élections municipales et déjà nos camarades des groupes socialistes se préparent et s'agitent.

C'est qu'ils se rendent parfaitement compte du rôle important qu'ils vont être appelés à jouer.

Certes, il convient de ne pas attribuer aux conseils municipaux un pouvoir illimité. La législation actuelle n'accorde aux communes que des libertés restreintes ; elle entoure la vie municipale d'un cercle de fer contre lequel viennent se briser les initiatives un peu hardies.

La participation des socialistes aux élections municipales n'en présente pas moins un intérêt de premier ordre, et l'apreté avec laquelle les partis de réaction et de conservation défendent leurs positions, justifie pleinement les efforts tentés pour les en déloger.

Si, dans les conseils municipaux, l'activité des élus socialistes ne peut s'exercer que dans les limites tracées par la loi bourgeoise, il n'en ressort pas moins qu'elle peut être féconde en résultats.

De Marcel Cachin, dans le *Populaire du Centre*, sur l'ordre capitaliste :

Mais où est donc l'ordre dans notre société bourgeoise ? Nous ne le voyons nulle part ; nous voyons partout la lutte, la concurrence, l'exploitation ; nous voyons partout les rivalités, les conflits aigus ou sournois entre les hommes.

Où est l'ordre des ateliers ? Les ouvriers et ouvrières qui y sont occupés savent qu'ils sont exploités chaque jour. Ils voient prélever sur leur travail des millions et des millions. Ils savent que tout le luxe de leurs maîtres est produit par eux. Ils savent que sur dix heures de travail, ils en font cinq pour eux et cinq pour le capitaliste.

Et vous leur demandez de se courber avec résignation devant cet état de fait, de ne pas essayer d'améliorer leur sort, de dire « Merci » à la classe qui les spolie, de l'entretenir éternellement dans l'oisiveté ?

Non, les ouvriers et les ouvrières ne veulent plus se résigner. Ils s'organisent et luttent tous les jours pour préparer un changement complet de la société, qui leur rendra la propriété. Leur esprit est naturellement révolté contre leur misère et celle de leurs familles.

La force organisée de la bourgeoisie peut provisoirement créer un ordre superficiel dans la rue. La brutalité des forces de compression, et plus encore la faim, peut, pour un temps, obliger à une apparente acceptation de l'esclavage. Mais, dans le cœur de chacun, il y a l'espoir d'y mettre un terme le plus tôt possible, et c'est pourquoi votre ordre, messieurs les bourgeois, n'est qu'un mot vide. Le désordre est partout dans les esprits : chez vous, qui ne songez qu'à la défense, chez les travailleurs, qui ne pensent qu'à l'attaque. Et cela ne durera pas longtemps, vous le savez bien !

Du *Travailleur du Périgord*, sous la signature de Paul Faure, à propos de l'action électorale :

Il n'est pas vrai que jusqu'ici les efforts électoraux nous aient laissés amoindris ou tout simplement au même point. Faut-il rappeler que, les uns et les autres, nous sommes venus au Parti pendant ou après des périodes électorales, quand nous eûmes jugé l'hypocrisie, le vide, la malhonnêteté des déclarations et des programmes bourgeois — choses que nous n'avions pas vues et que nous firent voir les vigoureux réquisitoires des militants socialistes.

Que nous n'ayons pas acquis de « conscience » dans une réunion publique, nul n'y peut contredire. Mais souvent, très souvent, ça été là pour beaucoup l'occasion qui décide, l'étincelle qui fait jaillir la flamme. Rentré chez lui l'homme qui a écouté l'exposé de nos doctrines, qui a lu une affiche, qui a parcouru une profession de foi, est frappé de la netteté et de la précision de notre critique du système capitaliste et il voit mieux. Même quand il n'est pas conquis, il y a pour nous un gain.

Il se produit chez lui et dans l'opinion publique en général, un certain travail qui détermine sinon un courant de sympathie, du moins une hostilité moins brutale.

Ceci est bien quelque chose.

Des régions entières qui nous étaient, hier, fermées, sont maintenant ouvertes à notre propagande. Nos réunions sont plus suivies, des brochures sont vendues plus facilement, des petits groupes se forment et partout on parle du socialisme et des socialistes autrement qu'on n'en parlait il y a dix ans.

Les gens pressés et les esprits bornés diront : « Qu'est-ce que c'est que ça ? »

Mais ceux qui savent que la partie que nous jouons est une besogne de longue haleine, que tout ne se fait pas en un jour, que de nombreuses années couleront sans doute encore avant que la classe ouvrière et paysanne soit capable d'émancipation, ceux-là diront que c'est beaucoup.

De Th. Rothstein, dans la *Neue Zeit* du 27 mars dernier.

Le reproche si souvent élevé contre nous autres socialistes, de ne prendre part qu'à contre-cœur au travail quotidien des réformes, si absurde qu'il soit, contient pourtant un point de vérité, en ce sens que nous ne voulons pas collaborer à toutes les farces passant pour des réformes dans le parti bourgeois, et qu'en général, nous n'espérons jamais de ces partis une réforme sérieuse et profonde, que d'ailleurs même une réforme sérieuse ne nous paraît qu'un moyen d'en conquérir d'autres et de nous rapprocher toujours ainsi de notre but final.

Il ne pourrait en être autrement. Ce qui fait justement que nous sommes un parti révolutionnaire, c'est que nous avons acquis la conviction que seule une transformation complète de la société peut apporter la solution de tous les problèmes qui nous préoccupent.

A aucun moment nous ne nous faisons d'illusions sur l'insuffisance de l'œuvre réformatrice, et en face de l'immense tam-tam arboré par les partis bourgeois chaque fois qu'une réforme est réalisée, nous ne manquons pas d'accentuer le point de vue qui est pour nous capital.

Du *Peuple Suisse*, ce portrait :

L'anarchiste est un exalté. Non seulement il est exalté, mais il fait de l'exaltation l'essence même de sa doctrine. Il ne cherche ni à éduquer le travailleur, ni à améliorer son sort. Il ne veut qu'une chose : créer et entretenir l'« esprit de révolte ». Théorie absolument métaphysique, on le voit, car qu'est-ce que l'« esprit de révolte » en soi, séparé de la réalité d'où il peut provenir et d'une méthode qui en conditionnerait les effets ? Mais l'anarchiste s'inquiète peu de la réalité (situation présente au point de vue politique, moral, etc.). Il a le mépris superbe des contingences. Enfermé dans son rêve, aveuglé de la vision d'un au-delà paradisiaque qu'il fait miroiter à grand renfort de rhétorique sonore et vide, l'anarcho-mystique s'abîme dans l'extase de ce nirvanha moderne-style. Et c'est toute sa doctrine.

Pour Paraître :

Les Retraites Ouvrières et Paysannes

par le Monopole des Assurances

Une brochure à 0 fr. 10

de Vincent CARLIER

Député de Marseille

— Edition du « Socialisme » —

Vente à 6 francs le 100, franco de port, contre mandat-poste adressé à l'Administrateur du « Socialisme », 15, rue Visconti, 15, Paris-6°.

NOTRE NUMÉRO ANNIVERSAIRE DE KARL MARX

Nous avons fait un tirage supplémentaire de notre numéro Anniversaire de Karl Marx qui a obtenu un vif succès dans le socialisme international.

« Le Socialisme » remercie cordialement la presse socialiste qui a bien voulu annoncer ce numéro.

Il nous reste encore quelques exemplaires du numéro anniversaire de Marx que nous adressons, avec notre Supplément Anniversaire de la Commune, à toute personne nous envoyant 0 fr. 25 en timbres-poste.

ANNONCES COMMERCIALES

Tarif : 0.75 la ligne — Forfaits pour 3 et 6 mois et un an

✱ HORLOGERIE ✱

L. DUBOIS Fils

20, Rue de Rivoli, PARIS

Chronomètre « TORPILLEUR »

(Marque déposée) RÉGLAGE DE HAUTE PRÉCISION

Donnant un écart maximum de 4' par mois

CHRONOMÈTRES :

NICKEL, 38 FR. — ACIER, 40 FR. — ARGENT, 48 FR. — OR, 190 FR.

MONTRES :

NICKEL, 30 FR. — ACIER, 32 FR. — ARGENT, 42 FR. — OR, 150 FR.

Envoi franco aux abonnés du « SOCIALISME »

Grand choix d'Alliances en Or — Orfèvrerie

Réargenture — Pendules — Réveils — Cartels

L'Horlogerie est garantie 4 ans

ASSURANCES contre L'INCENDIE A. M.

Remises annuelles de 30 à 40 0/0

SUR LE TARIF DES COMPAGNIES PAR ACTIONS

S'adresser 15, rue Visconti

Imprimerie J.-E. WATELET aîné

69, Avenue d'Orléans, PARIS (14°)

Spécialité d'AFFICHES ÉLECTORALES à prix réduits

Pour avoir du **Café Délicieux**, commander à **M. CAMUS, 83, rue de Rambuteau, Paris**, qui envoie dans toute la France, franco port et emballage, contre mandat-poste, par colis-postaux de 2 k. 500 et 4 k. 500 un mélange Bourbon, Martinique, Moka et Salem, pour 12 fr. 50 les 2 k. 500, soit 2 fr. 50 le 1/2 kilo et 21 fr. 60 les 4 k. 500, soit 2 fr. 40 le 1/2 kil. Divisions en paquets de 250 et 500 grammes suivant la demande.

Bonification de 10 0/0 sur les prix ci-dessus en prenant ce café au magasin, 83, rue de Rambuteau, et en présentant une bande d'abonné du « Socialisme ».

Le Gérant : MERCY.

Composé par un groupe d'ouvriers syndiqués.

PARIS. — Imprimerie J.-E. WATELET AÎNÉ, 69, Avenue d'Orléans.